

Déclaration de la FSU au CHSCT-D du 19 novembre 2020.



Monsieur l'Inspecteur académique,

Depuis la rentrée du 02 novembre 2020, 110 fiches ont été remplies sur le registre Santé et Sécurité au travail. Si ce n'est pas une surprise au regard de la crise sanitaire que nous traversons, cela est indéniablement un marqueur fort des nombreuses problématiques auxquelles la profession est aujourd'hui confrontée. Manque de moyens de remplacement, manque de moyens humain et matériel pour l'entretien et la désinfection des locaux, contradiction entre le sanitaire et le sécuritaire, communications et injonctions contradictoires, manque de clarté concernant les situations administratives, augmentation des tensions professionnelles, épuisement générale. Pendant ce temps, le ministre Blanquer se gargarise d'une réalité qui n'est manifestement pas la nôtre, le caractère exceptionnel de notre réunion en atteste.

Le protocole sanitaire est l'outil majeur permettant au service public de fonctionner pendant cette crise. Dans de nombreuses situations, il ne peut être respecté. Pour la FSU, cela est la résultat de politiques qui ont amené l'éducation nationale à être « prise à la gorge », à fonctionner en tension, ne lui permettant aucune marge de manœuvre, aucune possibilité d'adaptation réelle lorsqu'il en est nécessaire, comme aujourd'hui. Ainsi, la FSU demande des recrutements de personnels. Des recrutements rapides afin de répondre au plus tôt aux manques de remplaçants. Des recrutements également pérennes afin de garantir un après-crise palliant les séquelles qui seront importantes et permettant au service public d'éducation de fonctionner sereinement sur un long terme.

Monsieur l'inspecteur académique, nous partageons le même bateau. Ainsi, et comme le font les organisations syndicales, il est important que les préoccupations et inquiétudes du terrain puissent remonter au ministre, et ce particulièrement par la chaîne hiérarchique.